



l'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Après le premier tour des élections cantonales

UNION DES REPUBLICAINS OU FRONT UNIQUE OUVRIER



(Photo Depardon-Dalmas)

A nouveau, les fonctionnaires et les travailleurs de l'Etat se trouvent à l'avant-garde des luttes syndicales.

Il est encore difficile de tirer des enseignements des élections cantonales. On sait que ce genre de scrutin permet difficilement de saisir l'évolution des votes. Ce n'est qu'au second tour qu'il sera possible de voir s'il se manifeste une certaine désaffection à l'encontre des gaullistes et, plus important, dans quelle mesure joue le réflexe d'union ouvrière contre le pouvoir bonapartiste.

Bien entendu, nous espérons vivement que dans celui-ci les travailleurs feront bloc sur le candidat ouvrier le plus favorisé, c'est-à-dire le candidat du P.C.F., du P.S.U. ou de la S.F.I.O. arrivé en tête au premier tour. Cependant, il ne faut pas se cacher que la politique de ces partis rend peu vraisemblable un vaste courant en leur faveur. Tous à qui mieux mieux font étalage de leurs tripes républicaines. Ce qu'ils souhaitent, même s'ils divergent sur les modalités, c'est l'union avec des représentants déchus du grand capital qui, fidèles à la tradition radicale-socialiste, tentent de maintenir les débris de leur clientèle électorale avec une phrase de gauche. Et s'il reste à attendre pour tirer des enseignements de cette consultation, on peut déjà penser, devant la vague d'abstentions du premier tour, que cette politique opportuniste porte à nouveau ses fruits. Car si de nombreux électeurs ont jugé peu important de se déranger, principalement dans les villes, ce n'est pas tant à cause du froid, qu'à cause de l'inutilité du scrutin. Evidemment, les mesures constantes du pouvoir gaulliste pour la centralisation des décisions entre les mains de l'appareil d'Etat, renforce le peu d'importance des conseillers généraux. Mais, d'autre part, si de larges courants avaient voulu exprimer leur hostilité, s'il leur avait semblé que les partis traditionnels de la gauche offraient une solution à leurs problèmes, voire leur mécontentement, il ne fait pas de doute que la participation électorale aurait été bien plus large. Ce scrutin, c'est d'abord le premier échec de M. Defferre. Cette candidature n'a nullement soulevé l'enthousiasme. Au contraire, dans la mesure où elle semble indiquer que les partis ouvriers s'orientent vers la simple poursuite des politiques et alliances passées. La poudre aux yeux jetée par le brain-trust de Defferre peut obscurcir la vue des rédacteurs du « Monde », elle est bien légère apparemment pour la grande masse des travailleurs.

Gageons que ces résultats électoraux accroi-

tront le trouble qui existe dans tous les partis ouvriers. Au sein des états-majors des partis ouvriers qui sont tous plus ou moins divisés sur la tactique à suivre, la question se trouvera de nouveau posée avec plus d'acuité : faut-il s'axer sur un rassemblement républicain modern'style ou bien faire de l'unité ouvrière le pivot d'une alliance plus large et républicaine ? Car personne dans ses milieux ne se pose la question d'un véritable front unique ouvrier.

C'est cependant la seule issue. Il est absolument impossible de mobiliser les énergies des ouvriers, des petits paysans, de la jeunesse autrement qu'en déployant le drapeau du socialisme. Il est néfaste que la classe ouvrière conclue, à juste titre, que les partis se maintiennent toujours dans une perspective électoraliste stérile à l'évidence.

Aussi il est indispensable que dans les partis ouvriers s'engage le débat à fond, pour débarasser le terrain du pantin Defferre et de la trahison qu'il incarne. Il est indispensable de prendre Frachon au mot et de porter le débat sur son vrai terrain, celui de la lutte dans les usines, les champs, les universités, dans la rue. Il est aujourd'hui parfaitement possible d'engager de grandes luttes économiques autour desquelles peut se forger l'unité ouvrière entraînant une partie des anciennes et nouvelles couches moyennes. Il ne suffit pas, bien entendu, de crier à la grève générale pour que celle-ci intervienne, mais il faut tendre aux mouvements généralisés par l'unification des mots d'ordre et des actions. C'est une première nécessité que le P.C.F. semble avoir admis.

Mais au travers de ce combat nécessaire, il faut sans cesse poser le problème de l'avenir et montrer que la seule issue est l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan. Il faut réclamer des partis ouvriers qu'ils ne se limitent pas à des protestations platoniques, à rechercher des formules publicitaires mais tiennent la promesse qui conditionne leur existence ; qu'ils réclament le pouvoir. Ce n'est que si le P.C.F. et la S.F.I.O. avaient le courage d'affirmer qu'ils veulent ensemble, appuyés par les syndicats, constituer un nouveau gouvernement que pourraient se lever les forces vives du prolétariat. Toute autre voie, à l'heure présente, ne peut aboutir qu'à la défaite, à l'éparpillement du mouvement ouvrier et à la prolongation en France du règne du Capital.

MARS 1964

n° 20 • 1 F

Afr. du N. : 0,50 F